



# AUDIT ENERGETIQUE / ISOLATION DES FACADES / TRAITEMENT DES VOLETS / ISOLATION DES PLANCHERS BAS A LA CITE DES DOUANES DE MODANE (73)

## MARCHE PUBLIC DE MAITRISE D'ŒUVRE

### ***Cahier des Clauses Administratives Particulières CCAP***

Le Maître d'ouvrage, EPA MASSE DES DOUANES – Service Central à VINCENNES, a confié à SEMCODA une mission de mandat, conformément à l'article L. 2422-5 du Code de la commande publique.

## SOMMAIRE

ARTICLE 1 – DISPOSITIONS GENERALES .....	4
1.1 Objet du marché et catégorie d'ouvrage.....	4
1.2 Présentation des parties.....	4
1.2.1 Le Maître d'ouvrage.....	4
1.2.2 Le Maître d'œuvre .....	4
1.3 Autres intervenants.....	5
1.3.1 Le Contrôleur Technique (CT) .....	6
1.3.2 Coordination Sécurité et Protection de la Santé (CSPS) ou sans objet.....	6
1.4 Ordre de service .....	7
ARTICLE 2 – CONTENU DES ELEMENTS DE MISSIONS.....	7
2.1 Eléments de mission .....	7
2.2 Prestations similaires .....	8
ARTICLE 3 – DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE.....	8
ARTICLE 4 – PRIX.....	8
4.1 Règles générales .....	8
4.2 Mois d'établissement du marché .....	9
4.3 Révision de prix.....	9
ARTICLE 5 – EVOLUTION DU FORFAIT DE REMUNERATION .....	9
5.1 Forfait provisoire .....	9
5.2 Forfait définitif .....	10
5.3 Modifications du forfait de rémunération en cours d'exécution.....	10
ARTICLE 6 – ENGAGEMENTS DU MAITRE D'OEUVRE .....	11
6.1 Réajustement des coûts prévisionnels de travaux.....	11
6.2 Engagement jusqu'à l'APD.....	11
6.3 Engagement de l'APD jusqu'à la notification des marchés de travaux .....	11
6.4 Engagement après la passation des marchés de travaux.....	12
ARTICLE 7 - REGLEMENT DES COMPTES .....	12
7.1 Avances.....	12
7.1.1 Montant de l'avance .....	12
7.1.2 Conditions de versement de l'avance .....	13
7.2 Retenue de garantie .....	13
7.3 Acomptes .....	13
7.4 Solde du marché .....	14
7.4.1 Décompte final.....	14
7.4.2 Décompte général .....	15
7.5 Présentation des demandes de paiement d'acompte .....	15
7.6 Modalités de règlement.....	16
7.6.1 Modalités de paiements des cotraitants.....	16
7.6.2 Modalités de paiements des sous-traitants.....	16
7.6.3 Délais de paiement/ Intérêts Moratoires .....	16

ARTICLE 8 – DELAIS .....	17
8.1 Généralités.....	17
8.2 Remise de documents .....	17
8.3 Présentation des documents.....	18
8.4 Vérification en phase études.....	18
8.5 Décomptes.....	19
8.5.1 Décomptes mensuels.....	19
8.5.2 Décompte final et général .....	19
8.6 Instruction d'un mémoire de réclamation.....	19
8.7 Prolongation du délai d'exécution.....	19
8.8 Arrêt de l'exécution des prestations.....	20
ARTICLE 9 – PENALITES .....	20
9.1 Pénalités de retards.....	20
9.1.1 Remise des documents d'études .....	20
9.1.2 Vérification du décompte mensuel.....	20
9.1.3 Vérification du projet de décompte final .....	20
9.1.4 Pénalités pour retard dans l'instruction des mémoires de réclamation .....	21
9.2 Autres pénalités .....	21
9.2.1 Retard dans l'établissement de documents .....	21
9.2.2 Retenues intermédiaires et pénalités pour dépassement du seuil de tolérance travaux.....	21
9.2.3 Communication du contrat de sous-traitance.....	21
9.2.4 Réunions de chantier et réunions mensuelles .....	21
9.2.5 Constats contradictoires prévus au CCAG travaux.....	22
ARTICLE 10 – CONFIDENTIALITE DES RESULTATS ET PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	22
10.1 Confidentialité .....	22
10.2 Propriété intellectuelle .....	22
ARTICLE 11 – RESILIATION DU MARCHE.....	23
11.1 Résiliation pour motif d'intérêt général.....	23
11.2 Résiliation du marché aux torts du Maître d'œuvre.....	23
ARTICLE 12 – ASSURANCES DU MOE (ARTICLE 9 DU CCAG-MOE) .....	24
12.1 Assurance de responsabilité civile professionnelle .....	24
12.2 Assurance de responsabilité décennale.....	24
ARTICLE 13 - CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCE .....	24
ARTICLE 14 – LITIGES .....	25
ARTICLE 15 – DEROGATIONS AU CCAG-MOE ET CCAG TRAVAUX .....	25

# ARTICLE 1 – DISPOSITIONS GENERALES

## 1.1 Objet du marché et catégorie d'ouvrage

Le présent CCAP régit le marché de maîtrise d'œuvre concernant l'opération de réalisation d'un audit énergétique, et des travaux d'isolation des façades, de traitement des volets et d'isolation des planchers bas de la cité des Douanes à MODANE (73).

Il complète et précise contractuellement l'étendue et le contenu de la mission de maîtrise d'œuvre, définie en référence aux lois, décrets et arrêtés visés au présent CCAP, ainsi qu'aux cahiers des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre et de travaux en ce qu'il définit le rôle du Maître d'œuvre dans l'exécution des contrats de travaux.

Le lieu d'exécution des prestations est : **320-342 rue de Bellevue – 73500 MODANE.**

### Catégorie d'ouvrages et nature des travaux

L'ouvrage à réaliser appartient à la catégorie d'ouvrages bâtiment en réhabilitation. La consistance de cette opération est définie par le programme technique et fonctionnel de l'opération.

### Forme et durée du marché

Le présent marché n'est pas alloté en raison des spécificités liées aux marchés de maîtrise d'œuvre. Il n'est pas possible de dissocier l'exécution des missions du marché.

**Par dérogation à l'article 15.1.1 du CCAG-MOE**, le marché prend effet à compter de sa notification par le Maître d'ouvrage pour une durée prévisionnelle de : 16 mois.

## 1.2 Présentation des parties

Le présent marché est conclu entre le Maître d'ouvrage ou son représentant et le Maître d'œuvre désigné.

### 1.2.1 Le Maître d'ouvrage

Le **Maître d'ouvrage** est :

#### **EPA MASSE DES DOUANES**

8 avenue des Minimes

94300 VINCENNES

Direction concernée :

EPA MASSE DES DOUANES - DIRECTION TERRITORIALE DE LYON

34 avenue du Parmelan – BP 155

74004 ANNECY CEDEX

Pour cette opération, le Maître d'ouvrage a confié une mission d'**assistance à maîtrise d'ouvrage** (AMO) à :

#### **SEMCODA**

Service AMO

50, rue du Pavillon

01000 BOURG-EN-BRESSE

### 1.2.2 Le Maître d'œuvre

**Par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG-MOE.**, la personne physique habilitée à représenter le Maître d'œuvre est soit le mandataire du groupement, soit en cas de candidat individuel, la personne ayant signé l'acte d'engagement. Dans l'hypothèse où le Maître d'œuvre souhaite désigner un ou plusieurs autres représentants, il devra en informer le Maître d'ouvrage selon les modalités prévues à l'article 3.4.2 du CCAG-MOE.

Le Maître d'œuvre est engagé par la qualité des moyens humains proposés dans sa note méthodologique et,

notamment, des qualifications, de l'expérience technique, juridique et administrative et du savoir-faire nécessaires au bon exercice de la mission, du responsable de la présente opération et de son équipe.

#### Modification en cours d'exécution du marché :

En cas de changement au niveau d'une personne de l'équipe intervenante, le Maître d'œuvre devra en informer sans délai le Maître d'ouvrage.

**Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-MOE**, le Maître d'œuvre devra proposer au Maître d'ouvrage ou son représentant un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom et les titres dans un délai de **8 jours** à compter de la date d'information du pouvoir adjudicateur par le Maître d'œuvre. Le remplaçant proposé sera considéré comme accepté par le Maître d'ouvrage ou son représentant sice dernier ne le récuse pas dans le délai de **8 jours** courant à compter de sa présentation. Si le Maître d'ouvrage ou son représentant récuse le remplaçant, le Maître d'œuvre dispose de 8 jours pour proposer un autre remplaçant.

A défaut de proposition de remplaçant par le Maître d'œuvre ou en cas de récusation des remplaçants par le Maître d'ouvrage ou par son représentant le marché peut être résilié pour faute.

Le Maître d'œuvre s'assure que le nouveau responsable d'opération dispose de l'ensemble des documents et toutes les informations lui permettant d'assurer sans interruption la continuité de l'opération, de sorte que le Maître d'ouvrage ou son représentant n'ait pas à assurer, en lieu et place du Maître d'œuvre son information.

En cas d'attribution du marché à un groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles en application de l'article R 2142-22 du Code de la commande publique. Cette exigence se justifie au vu de l'objet du marché, celui-ci nécessitant que le mandataire, responsable principal de l'opération, réponde des prestations de l'ensemble des membres du groupement envers le Maître d'ouvrage

Le mandataire du groupement est l'architecte. Il représente l'ensemble des membres vis-à-vis du Maître d'ouvrage, et coordonne les prestations des membres du groupement.

Dans le cas particulier où le mandataire ne se conforme pas à ses obligations, le Maître d'ouvrage le mettra en demeure d'y satisfaire. Si cette mise en demeure reste sans effet, le Maître d'ouvrage invitera les membres du groupement à désigner, dans un délai de 15 jours, un nouveau mandataire parmi eux.

A défaut, le co-contractant exécutant la part financière la plus importante à réaliser d'ici la fin du marché deviendra le nouveau mandataire. Un avenant actera cette substitution, précisant notamment la nouvelle organisation du groupement et la nouvelle répartition des prestations et la rémunération afférente.

#### Sous-traitance

En cas de sous-traitance, le Maître d'œuvre devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiements conformément à la réglementation en vigueur.

À cet effet, il présentera le cadre d'acte spécial de sous-traitance annexé à l'acte d'engagement (DC4), dûment complété et signé en y joignant les pièces listées sur ce cadre d'acte spécial. En cours d'exécution du marché, le Maître d'œuvre produira également l'exemplaire unique du marché ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou mainlevée du bénéficiaire d'une cession ou nantissement de créances lorsque l'une ou l'autre aura été effectuée.

Après acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus, ces derniers devront fournir, à défaut d'avoir obtenu du Maître d'ouvrage un accord sur une délégation de paiement, dans le délai de 8 jours de l'acceptation, une caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus. La non production de cette caution emportera résiliation du marché.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG-MOE. Notamment, le Maître d'ouvrage notifiera, après signature, à chaque sous-traitant concerné, l'exemplaire de l'acte spécial qui lui revient.

### **1.3 Autres intervenants**

Dans le cadre de la mission, le MOE sera amené à gérer les interfaces avec les acteurs du projet. Le titulaire veillera à mettre la Maîtrise d'ouvrage en copie de tout échange avec ces différents interlocuteurs.

### 1.3.1 Le Contrôleur Technique (CT)

Le Maître d'ouvrage sera assisté d'un contrôleur technique en vue d'assurer les missions de contrôle technique de la construction définies par le Maître d'ouvrage dans le cadre de l'opération. Ce contrôle technique est défini suivant les termes du décret n° 99-443 du 28 mai 1999.

La désignation du Contrôleur Technique sur l'opération est en cours.

Le nom et les missions du contrôleur technique seront portés à la connaissance du titulaire par le maître d'ouvrage dès sa désignation.

### 1.3.2 Coordination Sécurité et Protection de la Santé (CSPS)

La désignation du CSPS de niveau 3 sur l'opération est en cours. Le PGC est établi par le CSPS sur la base des études du titulaire.

Le Maître d'œuvre est débiteur de l'obligation de mise en œuvre des principes généraux de prévention au même titre que le Maître d'ouvrage ou son représentant et du Coordonnateur de sécurité.

Dès la phase avant-projet, le Maître d'ouvrage désigne un Coordinateur sécurité santé conformément à ses obligations selon les articles R4532-4 à R4532-41 du Code du travail.

Le Maître d'œuvre doit en application des dispositions du Code du travail :

- Mettre en œuvre les principes généraux de prévention en collaboration avec le Coordonnateur,
- Arrêter les mesures d'organisation générales du chantier. Pour cela, il supervise la rédaction par le Coordonnateur de la notice d'organisation générale du P.G.C. (Plan Général de Coordination),
- Faciliter l'intervention du Coordonnateur. Le Coordonnateur a le pouvoir de faire intervenir le Maître d'œuvre auprès des entreprises pour l'application de l'article 31.4.1 du C.C.A.G. travaux applicables aux marchés de travaux. Le Maître d'œuvre s'oblige à répondre dans les 24 heures suivant la communication par le Coordonnateur de sécurité d'observations portant la mention « URGENCE » ou « DANGER » dans le registre journal,
- Participer le cas échéant au C.I.S.S.C.T. (Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail),
- Transmettre au Coordonnateur tous les documents et informations nécessaires pour sa mission. Il doit en particulier lui donner accès à toutes les réunions qu'il organise, y compris celles qui sont internes à la maîtrise d'œuvre avec diffusion du compte-rendu, et lui adresser toutes les études dans un délai compatible avec l'exercice de sa mission,
- Les avis et observations du Coordonnateur de sécurité et de santé seront consignés par écrit et transmis directement par lui dans un délai maximum de 8 jours au Maître d'œuvre,
- Répondre aux observations du Coordonnateur. Le Maître d'œuvre devra tenir compte des observations du Coordonnateur de sécurité et de santé. Il informera le Maître d'ouvrage des difficultés de tous ordres faisant obstacle à leur prise en compte, et lui proposera, le cas échéant, des solutions d'efficacité équivalente. En cas de désaccord persistant entre le Maître d'œuvre et le Coordonnateur de sécurité et de santé, le Maître d'ouvrage devra indiquer aux deux parties la solution qu'il souhaite voir adopter pour la résolution de ce désaccord.

Le CSPS aura libre accès au chantier, aux bureaux de chantier et à la base vie.

## 1.4 Ordre de service

Le Maître d'ouvrage ou son représentant contrôle et dirige le présent contrat par l'émission d'ordres de service (O.S.) tels que définis à l'article 3.8 du CCAG-MOE. Les ordres de service sont datés, numérotés, signés et transmis au titulaire par voie électronique ou recommandée à l'adresse indiquée dans l'acte d'engagement.

Pour les notifications au titulaire de ses décisions ou informations qui font courir un délai, le Maître d'ouvrage prévoit d'utiliser la ou les formes suivantes qui permettent d'attester de la date et l'heure de leur réception :

- Echanges dématérialisés ou supports électroniques dans les conditions suivantes : par mail à l'adresse renseignée dans l'acte d'engagement ; le titulaire devra en accuser réception par mail sous 48 heures. A défaut, la date de réception sera prise comme étant le jour ouvrable suivant la date d'envoi du mail.
- Tout autre moyen permettant d'attester la date et l'heure de réception.

Le Maître d'œuvre dispose d'un délai de 8 jours, sous peine de forclusion, pour notifier au Maître d'ouvrage des observations relatives à un ordre de service qui lui a été notifié, **par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG-MOE**.

Si un ordre de service présente un risque en termes de sécurité, de santé ou qu'il contrevient à une disposition législative ou réglementaire à laquelle le Maître d'œuvre est soumis dans l'exécution des prestations objet du marché, le délai d'exécution de l'ordre de service est suspendu jusqu'à la notification de la réponse du Maître d'ouvrage. En l'absence de réponse de ce dernier dans un délai de 15 jours, le Maître d'œuvre n'est pas tenu d'exécuter l'ordre de service.

## ARTICLE 2 – CONTENU DES ELEMENTS DE MISSIONS

### 2.1 Eléments de mission

La mission de maîtrise d'œuvre est établie conformément au :

- Code de la commande publique ;
- Arrêté du 22 mars 2019 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé ;
- A tout autre texte réglementaire s'appliquant à un marché public de maîtrise d'œuvre.

Le Maître d'œuvre s'engage, dans l'exécution des missions énumérées ci-dessus, à respecter les règles générales de construction et notamment celles prévues par le Code de l'Urbanisme et le Code de la Construction et de l'Habitation et à veiller à leur stricte application. Dans tous les cas, il certifie au Maître d'ouvrage ou à son représentant la conformité de la réalisation à l'arrêté de Permis de Construire.

**Mission de base** au sens des articles L 2431-1 à L2431-3, R 2431-1 à R 2431-3, et R2431-19 à R 2431-23 du Code de la commande publique comprenant :

- Etudes d'Avant-Projet (AVP)
- Etudes de Projet (PRO)
- Assistance au Maître d'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT)
- Etudes d'exécution (EXE)
- Direction de l'exécution des contrats de travaux (DET)
- Assistance au Maître d'ouvrage lors des opérations de réception y compris DOE et recollement (AOR) et pendant la période de garantie de parfait achèvement (GPA).

Les **missions** complémentaires suivantes sont confiées au Maître d'œuvre :

- Diagnostic (DIAG) => Audit énergétique et diagnostic divers
- Ordonnancement – Pilotage – Coordination (OPC)
- Les études d'exécution (EXE1) et EXE2 partiel

Les marchés de travaux associés à la présente mission de maîtrise d'œuvre feront l'objet de lots séparés dont le nombre sera défini ultérieurement.

Le contenu des éléments de ses missions est celui qui figure au sein du Code de la commande publique articles R 2431-4 à 23 complété par le programme.

Dans le cadre de l'élément de mission DET, le Maître d'œuvre sera chargé d'émettre les ordres de service à destination des entrepreneurs, avec copie au Maître d'ouvrage. Les ordres de service seront écrits, signés, datés et numérotés par le Maître d'œuvre qui les adresse aux entrepreneurs dans les conditions précisées à l'article 3.8 du CCAG-Travaux.

Toutefois, le Maître d'œuvre ne peut émettre d'ordre de service sans avoir obtenu la validation préalable du Maître d'ouvrage si l'ordre de service :

- porte sur la notification des dates de commencement des périodes de préparation et de démarrage des travaux ou la notification de l'exécution d'une tranche optionnelle ;
- entraîne une modification des conditions d'exécution du marché, notamment en termes de délais d'exécution, de durée et de montants.

## **2.2 Prestations similaires**

Conformément aux dispositions de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité de conclure un ou plusieurs marchés de services sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire du présent marché.

## **ARTICLE 3 – DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-MOE, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière (décomposition des honoraires par missions et par co-traitants) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes ;
- Le programme technique et fonctionnel
- Le mémoire technique
- Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de maîtrise d'œuvre (CCAG-MOE) ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG-Travaux) précisant le rôle du Maître d'œuvre dans le cadre de l'exécution des marchés de travaux ;
- Les plans existants ;
- L'offre technique du Maître d'œuvre, composée de pièces écrites et éventuellement graphiques, y compris les compléments apportés en cas de négociation et de mise au point
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

## **ARTICLE 4 – PRIX**

### **4.1 Règles générales**

Le présent marché est passé pour un montant forfaitaire dont le prix est révisable, suivant les modalités fixées à l'article 4.3 du présent CCAP.

Ce forfait comprend tous les frais liés aux déplacements pour les réunions de travail nécessaires à la bonne exécution de l'opération.

Le forfait comprend également la rémunération versée au titre des droits de propriété intellectuelle. La décomposition du prix est jointe en annexe à l'Acte d'Engagement du présent marché.



En complément de l'article 10.1.3 du CCAG-MOE, les précisions suivantes sont apportées en matière de contenu des prix :

En cas de cotraitance, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autres, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

En cas de sous-traitance, les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire des prestations confiées à ce sous-traitant, ainsi que les conséquences de ses défaillances.

Le Maître d'œuvre ne peut percevoir aucune autre rémunération d'un tiers au titre de la réalisation de l'opération.

Le prix inclut la rémunération forfaitaire du titulaire au titre de la cession des droits de propriété intellectuelle.

## **4.2 Mois d'établissement du marché**

Le prix du marché est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois m0 du marché de maîtrise d'œuvre fixé à l'article 5.3 de l'acte d'engagement.

## **4.3 Révision de prix**

La révision est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient C de révision, donné par la formule suivante :

$$C = 0,15 + 0,85 \frac{I_{m-3}}{I_{0-3}}$$

Dans laquelle :

- $I_{0-3}$  : index ingénierie ING au mois m0 fixé à l'acte d'engagement - 3 mois
- $I_{m-3}$  : index ingénierie ING au mois m - 3 mois, correspondant au mois d'exécution des prestations.

Il n'y aura pas de révision provisoire. Pour éviter la révision provisoire puis définitive des prix, la valeur de l'index est décalée de 3 mois.

Pour les éléments de mission pour lesquels un délai d'exécution est fixé dans l'acte d'engagement, la valeur finale de l'index est appréciée au plus tard à la date contractuelle de réalisation des prestations ou à la date effective de leur réalisation, si celle-ci est antérieure.

En cas de passation d'un avenant, les prix établis par l'avenant sont établis aux conditions économiques en vigueur au mois d'établissement de l'avenant. La clause de révision ci-dessus s'appliquera avec un mois m0 correspondant au mois de signature de l'avenant par le titulaire du marché - 3 mois.

### **Taxe sur la valeur ajoutée**

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans l'acte d'engagement sont exprimés en distinguant le montant hors taxes et le montant de la TVA, au taux conforme à la législation en vigueur.

## **ARTICLE 5 – EVOLUTION DU FORFAIT DE REMUNERATION**

### **5.1 Forfait provisoire**

Le forfait provisoire de rémunération (Fp) est établi après avoir arrêté :

- La complexité de l'opération,
- Le coût prévisionnel provisoire des travaux (Cpp) égal à la partie de l'enveloppe financière initiale hors taxe, affectée aux travaux par le Maître d'ouvrage ou son représentant, et
- La concession des droits sur les résultats au Maître d'ouvrage.

Le forfait provisoire de rémunération (Fp) est fixé à l'article 5.4 de l'acte d'engagement.

## 5.2 Forfait définitif

Le forfait définitif de rémunération (Fd) est fixé au plus tard à la fin des études d'avant-projet définitif (APD) par voie d'avenant.

En l'absence de modification du programme ou dans le cas de prestations rendues nécessaires par suite d'imprévisions ou d'imprécisions des études incombant au Maître d'œuvre.

Après accord du Maître d'ouvrage sur les modifications et leurs incidences financières, le coût prévisionnel définitif (Cpd) sur lequel s'engage le Maître d'œuvre est :

$$Cpd = Cpp + \Delta Cp$$

Où :

Cpp est le coût prévisionnel provisoire fixé à l'acte d'engagement

$\Delta Cp$  = le coût prévisionnel en plus ou en moins de l'évolution du coût prévisionnel des travaux rendus nécessaires

Dans ce cas précis, le forfait définitif de rémunération est :

$$Fd = Fp$$

En cas de modification du programme, ou de prestations acceptées ou proposées par le Maître d'ouvrage non liées à des imprévisions ou imprécisions des études incombant au Maître d'œuvre :

Le coût prévisionnel définitif (Cpd) sur lequel s'engage le Maître d'œuvre devient :

$$Cpd = Cpp + \Delta Cp$$

Où :

Cpp est le coût prévisionnel provisoire fixé à l'Acte d'engagement

$\Delta Cp$  = le coût prévisionnel en plus ou en moins de l'évolution du coût prévisionnel

Le passage de la rémunération provisoire à la rémunération définitive se fera sur la base **d'une négociation entre les parties**. En tout état de cause, la rémunération définitive ainsi librement négociée est plafonnée et ne pourra excéder le forfait définitif de rémunération maximal ( $Fd_{max}$ ) déterminé de la manière suivante :

$$Fd_{max} = Fp \times \left(1 + 0,85 \times \frac{\Delta Cp}{Cpp}\right)$$

Où  $\Delta Cp$  = le coût prévisionnel en plus ou en moins de la modification de programme ou de prestations décidées par le Maître d'ouvrage ou son représentant ( $\Delta Cp$  peut être positif ou négatif).

## 5.3 Modifications du forfait de rémunération en cours d'exécution

### ➤ Travaux supplémentaires du fait du Maître d'ouvrage :

Si des travaux supplémentaires sont réalisés à la demande du Maître d'ouvrage notamment par suite d'événements qui s'imposent à lui (par exemple des aléas ou des changements de réglementation), et sans que cela résulte d'erreurs, d'imprécisions ou d'omissions du Maître d'œuvre, le coût supplémentaire résultant de ces travaux supplémentaires ne sera pas pris en compte pour le calcul du coût constaté.

Le montant de la rémunération correspondante pourra alors être négocié.

Dans ce cas précis et afin de préparer l'avenant le Maître d'œuvre établit, dans le délai imparti par le Maître d'ouvrage un rapport précisant :

- Les circonstances qui motivent la proposition de modification ;
- La ou les solutions proposées ;
- Les conséquences techniques de chaque solution ;
- L'estimation financière tant sur le coût d'investissement que sur les coûts d'exploitation ;
- L'incidence sur le coût prévisionnel ou le coût de réalisation ;
- L'éventuel surcoût d'études.

**L'absence de présentation du rapport, dans le délai imparti, entraîne le renoncement du Maître d'œuvre aux modifications éventuelles de sa rémunération et du coût prévisionnel.**

➤ **Travaux supplémentaires du fait du Maître d'œuvre :**

Lorsque le Maître d'ouvrage demandera au Maître d'œuvre certaines modifications du projet destinées à pallier une omission, une imprécision ou une erreur notamment dans les études ou la conduite des travaux du Maître d'œuvre, celui-ci devra fournir les études, plans dossiers et prestations correspondants sans augmentation de son forfait de rémunération. Les travaux supplémentaires que devraient alors engager le Maître d'ouvrage pour compléter son projet, ne sont pas susceptibles de modifier le coût prévisionnel définitif des travaux. Ils sont en revanche pris en compte dans le coût constaté.

➤ **En cas de substitution d'une entreprise à une autre par suite de la défaillance de celle-ci :**

Le Maître d'œuvre s'oblige à fournir tous les éléments (plans, devis, descriptif, etc...) nécessaires à une consultation d'entreprises si le Maître d'ouvrage lui en fait la demande ; il s'oblige à fournir tous les documents contractuels pour permettre l'établissement d'un avenant au marché de travaux, et la passation d'un nouveau marché avec la nouvelle entreprise. Le surcoût engendré ne sera pas pris en compte pour le calcul du coût constaté.

L'allongement des délais entraînés par la défaillance d'une entreprise n'entraîne pas une rémunération supplémentaire pour le Maître d'œuvre.

## **ARTICLE 6 – ENGAGEMENTS DU MAITRE D'OEUVRE**

### **6.1 Réajustement des coûts prévisionnels de travaux**

Le réajustement du coût prévisionnel cumulé des marchés de travaux s'effectue par l'application d'un coefficient de réajustement permettant de comparer les coûts à date de valeur égale.

Le coefficient de réajustement sera calculé comme étant le rapport de l'Index BT01 (Tout corps d'Etat) à la date de valeur considérée – 3 mois par l'Index BT01 à la date de valeur du coût prévisionnel provisoire initial – 3 mois.

### **6.2 Engagement jusqu'à l'AVP**

Le seuil de tolérance attaché à l'engagement du Maître d'œuvre sur le coût prévisionnel des travaux de réhabilitation est calculé en application de la formule suivante :

Coût prévisionnel provisoire (Cpp) des travaux en euros hors taxes x 1,05

Le Cpp correspond à la part de l'enveloppe budgétaire affectée aux travaux, fixée dans le Programme et à l'Acte d'Engagement du marché de maîtrise d'œuvre.

Aussi, pour chaque phase d'études, si ce seuil de tolérance est dépassé et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux, le Maître d'œuvre doit adapter ses études sans rémunération complémentaire, si le Maître d'ouvrage le lui demande.

Si, malgré la reprise de ses études, le Maître d'œuvre ne parvient pas à présenter un coût prévisionnel inférieur au seuil de tolérance, le Maître d'ouvrage peut, **par dérogation à l'article 30.1 du CCAG-MOE** résilier le marché pour faute du Maître d'œuvre.

A l'AVP, le Maître d'œuvre s'engage à respecter un coût d'objectif des travaux, il s'agit du Coût prévisionnel définitif (Cpd).

### **6.3 Engagement de l'AVP jusqu'à la notification des marchés de travaux**

A l'issue de la consultation des entreprises de travaux, le Maître d'œuvre établit sous le contrôle du Maître d'ouvrage, le calcul du coût de référence, égal au montant des offres considérées, tous critères confondus, comme les mieux disantes par le Maître d'ouvrage.

Le seuil de tolérance attaché à l'engagement du Maître d'œuvre sur le coût prévisionnel définitif est calculé en application de la formule suivante :

$$\text{Coût prévisionnel définitif de travaux en euros hors taxes} \times 1,05$$

Dans le cas où le coût de référence dépasse le seuil de tolérance, l'appel d'offres peut être déclaré sans suite ou infructueux.

## **6.4 Engagement après la passation des marchés de travaux**

### **Le coût de référence**

Au plus tard à la notification du dernier marché de travaux, un ordre de service fixe le montant du coût de référence que le Maître d'œuvre s'engage à respecter.

Le coût de référence est le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le Maître d'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

### **Le coût constaté**

Le coût constaté des travaux est déterminé après l'exécution complète des travaux nécessaires à la réalisation de l'ouvrage et sur la base des décomptes finaux vérifiés et acceptés par les entreprises, conformément à l'article 12.4 du CCAG Travaux.

Il ne comprend pas :

- Les surcoûts éventuels résultant du remplacement d'une entreprise défaillante ;
- Les incidences des primes ou pénalités appliquées aux entreprises ;
- Les travaux supplémentaires à la demande du Maître d'ouvrage ou son représentant.
- Les travaux supplémentaires réalisés à la demande du Maître d'ouvrage notamment par suite d'événements qui s'imposent à lui, et sans que cela résulte d'erreurs, d'imprécisions ou d'omissions du Maître d'œuvre

En revanche, il comprend :

- Le montant des travaux supplémentaires, y compris commandes complémentaires, consécutif à une omission, imprécision ou erreur du Maître d'œuvre,
- Le montant des travaux modificatifs engagés pour lever toutes réserves émises par le Contrôleur technique et le Coordinateur SPS, alors qu'ils ont été notifiés par écrit en temps opportun au Maître d'œuvre.

### **Comparaison entre le coût de référence et le coût constaté**

Le Maître d'œuvre s'engage à respecter un seuil de tolérance de 5 % entre le coût de référence et le coût constaté.

En cas de dépassement du seuil de tolérance des pénalités sont appliquées, conformément à l'article 9.2.2 du présent CCAP.

## **ARTICLE 7 - REGLEMENT DES COMPTES**

### **7.1 Avances**

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A du CCAG-MOE.

#### **7.1.1 Montant de l'avance**

Sauf en cas de refus du Maître d'œuvre indiqué à l'article 6 de l'acte d'engagement, si les conditions de montants et de durée d'exécution du marché sont réunies, le Maître d'ouvrage versera une avance prévue par l'article R.2191-3 du Code de la commande publique dans les conditions définies ci-dessous.

Lorsque le Maître d'œuvre, ou le membre du groupement le cas échéant, est une PME au sens du Code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 20 % en application de l'article A.11.1 du CCAG-MOE.

Lorsque le Maître d'œuvre, ou le membre du groupement le cas échéant, n'est pas une PME au sens du Code de la

commande publique, le taux de l'avance est fixé à 5 % en application de l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

En cas de groupement conjoint, les conditions de versement de l'avance sont appréciées au regard de la taille d'entreprise propre à chacun des membres. La part de l'avance versée à chaque membre du groupement est rapportée au montant identifié dans l'annexe financière à l'acte d'engagement.

Si la durée globale prévisionnelle indiquée à l'article 4 de l'acte d'engagement est inférieure à 12 mois, ce taux s'applique au montant initial toutes taxes comprises du marché.

Si cette durée est supérieure à douze mois, ce taux s'applique à une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

Le paiement de cette avance intervient dans le délai d'un mois à compter de la notification du marché. Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le Maître d'œuvre, au titre du marché, atteint ou dépasse 65 % du montant toutes taxes comprises, des prestations qui lui sont confiées. Ce remboursement est terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le Maître d'œuvre atteint 80 % du montant toutes taxes comprises, des prestations qui lui sont confiées.

### **Les avances versées aux sous-traitants**

Une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiant du paiement direct, dans les conditions prévues aux articles R. 2193-17, R. 2193-18 et R. 2193-19 du Code de la commande publique.

Le Maître d'œuvre transmet immédiatement au Maître d'ouvrage la demande de versement émise par le sous-traitant. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant dans les mêmes conditions que celles qui s'appliquent au titulaire conformément à l'article R. 2193-20 du Code de la commande publique.

#### **7.1.2 Conditions de versement de l'avance**

Le versement de l'avance est subordonné à la constitution d'une garantie à première demande, conformément aux dispositions de l'article R 2191-7 du Code de la commande publique.

## **7.2 Retenue de garantie**

Aucune retenue de garantie ne sera effectuée.

## **7.3 Acomptes**

Les articles 11.2 à 11.6 du CCAG-MOE sont applicables et sont complétés par les dispositions suivantes :

Le montant de chaque acompte relatif aux éléments et aux parties d'éléments de la mission considérés comme constituant des phases techniques d'exécution, sera déterminé sous forme de pourcentage du montant initial du marché.

Les acomptes relatifs aux éléments ou parties d'éléments DIAG, APS et APD seront payés sur la base du forfait provisoire de rémunération figurant à l'acte d'engagement. Une fois le coût prévisionnel des travaux et le forfait définitif de rémunération arrêtés, il sera procédé, si nécessaire, à l'occasion du paiement de l'acompte suivant à un **réajustement** en plus ou en moins du montant des acomptes relatifs aux éléments déjà payés.

**Par dérogation aux articles 11.2 et 11.5 du CCAG-MOE**, le règlement des sommes dues au Maître d'œuvre fait l'objet d'acomptes trimestriels au fur et à mesure de l'avancement de la mission, et dans la limite de l'échéancier ci-après :

<b>DIAG /AVP / PRO</b>	- 70 % : après réception du dossier - 30 % : après admission du dossier par le Maître d'ouvrage
----------------------------	--

<b>ACT</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 30 % : après réception du dossier de consultation des entreprises,</li> <li>- 40 % : après la remise du rapport d'analyse des offres définitif,</li> <li>- 30 % : après notification des marchés de travaux aux entreprises</li> </ul>
<b>DET</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 80 % : au prorata de l'avancement des travaux ;</li> <li>- 20 % : Après vérification du(des) projet(s) de décompte(s) final(finaux) établi(s) par l'(les) entrepreneur(s) et établissement(s) du(des) décompte(s) général(généraux) correspondant, étant précisé que ces prestations seront réglées après transmission au Maître d'ouvrage du(des) décompte(s) général(aux) des travaux, établi(s) par le Maître d'œuvre...</li> </ul>
<b>AOR</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 30 % : après réception par le Maître d'ouvrage du procès-verbal des opérations préalables à la réception ;</li> <li>- 30 % : à la remise du dossier des ouvrages exécutés (DOE) ;</li> <li>- 25 % : pour suivre les réserves formulées lors de la réception des travaux jusqu'à leur levée, le règlement interviendra après la levée de la dernière réserve au vu de la décision du Maître d'ouvrage ;</li> <li>- 15 % : à la fin du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages.</li> </ul>
<b>EXE</b>	<p><b>Elément EXE1</b> (Etudes) Les prestations incluses dans l'élément de mission EXE1 seront réglées à la remise des éléments techniques du DCE</p> <p><b>Elément EXE2</b> (Travaux) au prorata de l'avancement des travaux.</p>
<b>OPC</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 90 % proportionnellement à l'avancement des travaux ;</li> <li>- 10 % à la réception sans réserve des travaux.</li> </ul>

**En cas de groupement, les acomptes seront présentés par le mandataire uniquement et intégreront les situations de chaque co-traitant.**

Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement établie par le Maître d'œuvre à laquelle il joint les pièces relatives à la réalisation des prestations, nécessaires à la justification du paiement.

La demande de paiement est datée et mentionne les références du marché ainsi que, selon le cas :

- le montant des prestations réalisées, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections fixées conformément à l'article 21.3 du CCAG-MOE;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant les variations de prix établies HT et TTC ;
- le numéro d'engagement du titulaire, des cotraitants et éventuels sous-traitants à renseigner dans le portail public de facturation.

## 7.4 Solde du marché

Les articles 11.7 à 11.8 du CCAG-MOE sont applicables.

### 7.4.1 Décompte final

Le Maître d'œuvre transmet sa demande de paiement finale au Maître d'ouvrage après l'achèvement du marché de maîtrise d'œuvre.

Cette demande de paiement finale est le projet de décompte final établissant le montant total des sommes auquel le Maître d'œuvre prétend du fait de l'exécution du marché dans son ensemble, son évaluation étant faite en tenant compte des prestations réellement exécutées.

Le Maître d'œuvre notifie son projet de décompte final au Maître d'ouvrage dans un délai de trente jours à compter de la notification de la dernière décision d'admission des prestations ou, en l'absence d'une telle notification, à la fin du délai fixé à l'article 20.2 du CCAG-MOE. Si la mission du Maître d'œuvre s'achève à l'issue de la période de garantie de

parfait achèvement, il notifie son projet de décompte final dans un délai de trente jours à compter de la date de fin de cette garantie.

Le Maître d'ouvrage acceptera ou rectifiera le projet de décompte final établi par le Maître d'œuvre. Le projet accepté ou rectifié deviendra alors le décompte final.

En cas de groupement, seul le mandataire du groupement de maîtrise d'œuvre est habilité à présenter les demandes de paiement et formuler ou transmettre les réclamations des membres du groupement.

#### 7.4.2 Décompte général

Le Maître d'ouvrage établit le décompte général qui comprend :

- le décompte final ;
- l'état du solde hors révision de prix définitive, établi à partir du décompte final ;
- l'état récapitulatif des acomptes perçus et du solde hors révision de prix définitive.

Le montant du décompte général est égal au résultat de cette dernière récapitulation.

Le Maître d'ouvrage notifie au Maître d'œuvre le décompte général dans un délai de trente jours à compter de la date de réception par le Maître d'ouvrage du projet de décompte final transmis par le Maître d'œuvre.

Dans un délai de trente jours courant à compter de la date à laquelle le décompte général lui a été notifié, le Maître d'œuvre envoie au Maître d'ouvrage ce décompte revêtu de sa signature, avec ou sans réserves, ou fait connaître les motifs pour lesquels il refuse de le signer.

À la signature du décompte général par le Maître d'œuvre, ce dernier devient le décompte général et définitif. La date de sa notification au Maître d'ouvrage constitue le point de départ du délai de paiement.

### **7.5 Présentation des demandes de paiement d'acompte**

Conformément aux articles L. 2192-1 à L. 2192-3 du Code de la commande publique, les opérateurs économiques doivent transmettre leurs factures sous forme électronique. Pour ce faire, ils doivent utiliser le "portail public de facturation" nommé Chorus Pro via l'url : <https://chorus-pro.gouv.fr> en utilisant le SIRET 759 200 751 00130.

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

Les factures seront libellées à l'ordre de :

SEMCODA au nom et pour le compte de l'EPA MASSE DES DOUANES  
Service AMO  
50 rue du Pavillon  
01000 BOURG EN BRESSE

Les **factures dématérialisées** établies sur papier en-tête du titulaire comportent, outre les mentions sociales d'usage, les informations suivantes :

- N° SIRET MAÎTRE D'OUVRAGE : 759 200 751 00130
- Code service : sera communiqué ultérieurement
- Le N° d'engagement juridique (EJ) : communiqué à la notification du marché,
- Le numéro de compte bancaire ou postal à créditer,
- Le numéro du marché,
- La date d'émission de la facture,
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture,
- La date d'exécution des prestations,
- La quantité et la désignation des prestations réalisées,
- Le montant HT des prestations exécutées,
- Le taux et le montant de la TVA : Si le prestataire est étranger (titulaire, cotraitant en cas de groupement, sous-traitant, il a l'obligation de présenter ses factures en Hors Taxes et d'y mentionner que « la TVA est due par le client identifié à la TVA en France en application de l'article 21-1-a de la 6e Directive ou l'article 283-1 du Code Général des Impôts »),
- Le montant TTC des prestations,

- Les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires,
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique,
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant les variations de prix établies HT et TTC.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Le Maître d'ouvrage se réserve le droit de compléter ou de rectifier les demandes de paiement d'acompte qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplètes. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

## **7.6 Modalités de règlement**

### 7.6.1 Modalités de paiements des cotraitants

La signature du projet de demande de paiement par le mandataire du groupement et l'ensemble des cotraitants vaut acceptation par ceux-ci de la somme à payer à chacun des cotraitants compte tenu des modalités de répartition des paiements dans le marché. A défaut, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'eux peut faire l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de demande de paiement, signée par le mandataire du groupement et le cotraitant concerné et indiquant la somme à régler par le Maître d'ouvrage.

### 7.6.2 Modalités de paiements des sous-traitants

La signature du projet de demande de paiement par le mandataire du groupement et l'ensemble des cotraitants et sous-traitants vaut acceptation par ceux-ci de la somme à payer à chacun des sous-traitants. A défaut, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'eux peut faire l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de demande de paiement, signée par le mandataire du groupement et le cotraitant qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le Maître d'ouvrage.

### 7.6.3 Délais de paiement/ Intérêts Moratoires

Le mode de règlement est le virement.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours à compter de la date de réception de la demande d'acompte.

Le défaut de paiement des avances, des acomptes, des règlements partiels définitifs ou du solde dans le délai fixé par le marché donne droit à des intérêts moratoires, calculés à compter du lendemain de l'expiration dudit délai (ou de l'échéance prévue par le marché) jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse (article R. 2192-32 du Code de la commande publique).

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à **40** euros.



## ARTICLE 8 – DELAIS

### 8.1 Généralités

**Par dérogation à l'article 15.1.1 du CCAG-MOE**, le délai d'exécution du marché part à compter de la date de notification du marché, et s'achève à l'issue : (conditions cumulatives)

- de la levée de l'ensemble des réserves de réception ;
- de la levée de l'ensemble des désordres constatés lors de l'année de parfait achèvement ;
- du traitement de l'ensemble des mémoires en réclamation.

En cas de pluralité de délais de garantie de parfait achèvement, la mission de maîtrise d'œuvre s'achève à l'expiration du dernier délai de garantie de parfait achèvement sauf prolongation de ce délai ou levée de réserves postérieures à son expiration. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la dernière levée des réserves.

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision du Maître d'ouvrage ou de son représentant, dans les conditions de l'article 21 du CCAG-MOE.

### 8.2 Remise de documents

Les délais d'établissement des documents d'études sont les suivants :

Mission	Délai d'exécution
DIAG – Audit énergétique	8 semaines
AVP	4 semaines
DP/PC (à compter de validation AVP)	2 semaines
PRO / EXE 1	6 semaines
Mise à jour du PRO	2 semaines
Analyse des candidatures et des offres avant demande de complément	2 semaines
Analyse des offres définitive	1 semaine
DOE	4 semaines
Traitement des mémoires en réclamation	2 semaines

En cas d'allotissement des marchés de travaux, et **par dérogation à l'article 41 du CCAG Travaux**, la date retenue pour procéder aux Opérations Préalables à la Réception (OPR) sera commune à l'ensemble des lots et fixée par le Titulaire.

Les délais d'établissement des documents de réception par le Maître d'œuvre sont ceux fixés à l'article 41 du CCAG Travaux.

**Par dérogation aux dispositions des articles 15.1.1 et 15.1.4 du CCAG-MOE, le point de départ de ces délais est fixé comme suit :**

- Pour le DIAG, date de la notification du marché.
- Pour les éléments ou parties d'éléments suivants :

<b>AVP, PRO / EXE 1</b>	Date d'admission par le Maître d'ouvrage des documents d'études de l'élément de mission précédant
<b>Analyse des candidatures et des offres</b>	Date d'envoi des candidatures/offres dématérialisées pour la première analyse, date d'envoi des réponses des entreprises pour l'analyse des offres définitive

<b>DOE</b>	Date d'achèvement, sans réserve, de l'ouvrage.
<b>Traitement des mémoires en réclamation</b>	Date de réception des mémoires par le Maître d'œuvre

Le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'imposer des délais partiels pour la remise des éléments ou parties d'éléments ci-dessus.

Le dépôt du permis de construire ou de la déclaration de travaux soit intervenir au plus tôt sur la base des plans APD et au plus tard, avant le démarrage de la phase PRO.

### 8.3 Présentation des documents

Les documents d'études sont remis par le Maître d'œuvre au Maître d'ouvrage pour vérification et approbation, sur support informatique. L'ensemble des plans devront impérativement être remis au format PDF et DWG. Le Maître d'ouvrage se réserve tout droit de reproduction des documents ci-dessous dans le cadre de l'opération envisagée.

La synthèse des études d'exécution effectuées au cours de l'exécution des travaux, ainsi que ses mises à jour, seront transmises au Maître d'ouvrage sous format numérique.

### 8.4 Vérification en phase études

Pour procéder aux vérifications et notifier sa décision d'admission en l'état, d'admission avec observations, d'ajournement, de réfaction ou de rejet, le Maître d'ouvrage dispose de délais différenciés selon les éléments de mission de la prestation de maîtrise d'œuvre.

La décision par le Maître d'ouvrage d'admission (comprenant le cas échéant des observations à prendre en compte dans la phase d'étude ultérieure), d'ajournement, d'admission avec réfaction d'honoraires ou de rejet des documents d'études doit intervenir avant l'expiration des délais ci-dessous :

<b>Mission</b>	<b>Délai de vérification</b>
DIAG	4 semaines
AVP	4 semaines
DP/PC (à compter de validation APD)	2 semaines
PRO/EXE1/DCE	4 semaines
Rapport d'analyse des candidatures et des offres avant demande de complément	4 semaines
Rapport d'analyse des offres définitif	4 semaines
DOE	2 semaines

Le point de départ du délai est la date de remise par le Maître d'œuvre, ou de livraison, des prestations au Maître d'ouvrage.

**Par dérogation à l'article 21.1 du CCAG-MOE**, en cas d'absence de décision du Maître d'ouvrage, la prestation est alors considérée comme rejetée.

En cas de rejet (tacite ou express), **par dérogation aux dispositions de l'article 21.4 du CCAG-MOE** :

- Le Maître d'œuvre ne sera pas préalablement convoqué pour être entendu.
- Le Maître d'œuvre disposera d'un délai de 7 jours à compter de la notification de la décision de rejet, pour présenter d'éventuelles observations au Maître d'ouvrage. Passé ce délai, le Maître d'œuvre sera réputé avoir accepté la décision de rejet et devra présenter de nouvelles prestations au Maître d'ouvrage dans un délai de 15 jours.
- Le Maître d'ouvrage disposera d'un délai de 7 jours à compter de la réception des observations du Maître d'œuvre

pour confirmer ou non sa décision de rejet.

- En cas de rejet des nouvelles prestations par le Maître d'ouvrage, la décision n'emporte pas automatiquement la résiliation pour faute du Maître d'œuvre du marché.

En cas d'ajournement ou de rejet, le Maître d'ouvrage disposera pour donner son avis, après présentation par le Maître d'œuvre des documents modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

## **8.5 Décomptes**

### **8.5.1 Décomptes mensuels**

En application de l'article 12.1.8 du CCAG-Travaux, le Maître d'œuvre procède, au cours des travaux, à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par chaque entrepreneur et mis à sa disposition sur le portail public de facturation CHORUS PRO.

Le Maître d'œuvre accepte ou rectifie les projets de décomptes mensuels selon son appréciation des travaux effectués et les stipulations des marchés de travaux.

Il met à disposition du Maître d'ouvrage les états d'acompte correspondants sur le portail public de facturation. Le délai imparti au Maître d'œuvre pour procéder à la vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs, et à la mise à disposition de l'état d'acompte mensuel sur le portail public de facturation est fixé à 7 jours à compter de la mise à disposition ou de l'envoi du projet de décompte mensuel par l'entrepreneur.

### **8.5.2 Décompte final et général**

A l'issue des travaux, le Maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi et notifié par l'entrepreneur en application des articles 12.3.1 et 12.3.2 du CCAG-Travaux.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. À partir de celui-ci, le Maître d'œuvre établit, en application de l'article 12.4.1 du CCAG-Travaux, le projet de décompte général.

Le délai imparti au Maître d'œuvre pour procéder à la vérification du projet de décompte final des entrepreneurs et sa transmission au Maître d'ouvrage sur le portail public de facturation est fixé à 10 jours à compter de la date de réception du document.

## **8.6 Instruction d'un mémoire de réclamation**

Le délai d'instruction des mémoires en réclamation présentés au plus tard lors de la présentation du projet de décompte final, est de 30 jours à compter de la réception par le Maître d'œuvre du mémoire en réclamation de l'entreprise.

## **8.7 Prolongation du délai d'exécution**

Dans le cadre de la mission DET, le Maître d'œuvre doit informer dès le fait avéré, le Maître d'ouvrage de tout retard dans l'exécution des travaux qu'il dirige et proposer les mesures nécessaires qui s'imposent, éventuellement coercitives, prévues dans les documents contractuels du marché de travaux ou les actions à conduire en temps utiles pour tenir les délais.

En application de l'article 15.3.1 du CCAG-MOE, lorsque le Maître d'œuvre est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution du fait du Maître d'ouvrage, du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, ou lorsqu'une toute autre cause n'engageant pas la responsabilité du Maître d'œuvre fait obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel, le Maître d'ouvrage peut prolonger le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a, pour l'application du marché, les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour pouvoir bénéficier de ces dispositions, le Maître d'œuvre doit signaler au Maître d'ouvrage l'événement de force majeure ou les causes, qui, selon lui, échappant à sa responsabilité, font obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel, conformément à l'article 15.3.2 du CCAG-MOE.

**Par dérogation à l'article 15.3.2 du CCAG-MOE**, il dispose, à cet effet, d'un délai de **8 jours** à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues, ou d'un délai courant jusqu'à la fin du marché, dans le cas où le marché arrive à échéance dans un délai inférieur à trente jours.

Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution. Il indique la durée de la prolongation demandée, dès que le retard peut être déterminé avec précision, en exposant les incidences éventuelles sur sa rémunération.

En application de l'article 15.3.3 du CCAG-MOE, le Maître d'ouvrage notifie par écrit au Maître d'œuvre sa décision dans le délai de **15 jours** à compter de la réception de la demande. Passé ce délai, le Maître d'ouvrage est réputé, par son silence, avoir accepté la demande qui lui a été adressée.

Néanmoins, **par dérogation à l'article 15.3.5 du CCAG-MOE**, le Maître d'œuvre ne pourra demander au Maître d'ouvrage une rémunération complémentaire que si la durée de prolongation de la durée du chantier est augmentée de plus de 20 % par rapport à celle prévue initialement.

## **8.8 Arrêt de l'exécution des prestations**

En complément des dispositions de l'article 25 du CCAG-MOE, le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chaque élément de mission défini au présent CCAP. Cet arrêt de l'exécution de la prestation n'entraîne pas systématiquement la résiliation du marché, la décision prise précisera si l'arrêt est temporaire ou définitif.

Le Maître d'œuvre ne pourra prétendre à aucune indemnisation si l'arrêt est temporaire.

## **ARTICLE 9 – PENALITES**

Les stipulations de l'article 16 du CCAG-MOE sont applicables sous réserve des dispositions ci-dessous.

**Par dérogation à l'article 16.1.2 du CCAG-MOE**, dans le cas de groupements d'opérateurs économiques, les pénalités seront appliquées en totalité au mandataire.

**Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG-MOE**, aucune exonération de pénalité ne sera appliquée.

**Par dérogation à l'article 16.2.4 du CCAG-MOE**, les pénalités seront appliquées sans mise en demeure préalable, et sans inviter le Maître d'œuvre à présenter ses observations.

### **9.1 Pénalités de retards**

#### 9.1.1 Remise des documents d'études

Les documents à produire par le titulaire dans un délai fixé à l'article 8 du présent CCAP, doivent être transmis par le titulaire par tout moyen permettant d'attester de leur date de réception par le Maître d'ouvrage.

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

**Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG-MOE**, en cas de retard dans la présentation des documents d'études, le Maître d'œuvre subit sur ses créances HT, pour chaque constat, une pénalité journalière fixée à :

- Prestations DIAG, APS et APD et PC : 100 € HT ;
- Prestations PRO et ACT analyse des candidatures et des offres : 50 € HT ;
- Fourniture des DOE : 150 € HT.

#### 9.1.2 Vérification du décompte mensuel

**Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG-MOE**, si le délai de vérification par le Maître d'œuvre du projet de décompte mensuel de l'entrepreneur fixé à 7 jours n'est pas respecté, le Maître d'œuvre subira une pénalité journalière de **50 € HT**, additionnée du montant des intérêts moratoires dus à l'entreprise.

#### 9.1.3 Vérification du projet de décompte final

**Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG-MOE**, si le délai de vérification du projet de décompte final et l'établissement du décompte général, fixé à 7 jours à compter de la date de l'accusé de réception du document, est dépassé, le Maître d'œuvre subit une pénalité journalière de 100 € HT, additionnée du montant des intérêts moratoires dus à l'entreprise.

Le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité de faire vérifier les projets de décompte, aux frais du Maître d'œuvre défaillant.

#### 9.1.4 Pénalités pour retard dans l'instruction des mémoires de réclamation

En cas de retard dans l'instruction du mémoire de réclamation, le Maître d'œuvre subit une pénalité journalière de 100 € HT.

### **9.2 Autres pénalités**

#### 9.2.1 Retard dans l'établissement de documents

En cas de retard dans la transmission des documents de synthèse des études d'exécution phase travaux, le Maître d'œuvre subit une pénalité journalière de 50 € HT.

En cas de retard dans l'établissement des documents liés à la réception, le Maître d'œuvre subit une pénalité journalière de 50 € HT (remise des documents EXE).

En cas de retard ou de non établissement d'un ordre de service demandé par le Maître d'ouvrage en phase DET, le Maître d'œuvre subit une pénalité de 100 € HT par constat du Maître d'ouvrage.

En cas de retard de transmission de documents au contrôleur technique pour lever les avis défavorables, le Maître d'œuvre subit une pénalité journalière de 100 € HT.

#### 9.2.2 Retenues intermédiaires et pénalités pour dépassement du seuil de tolérance travaux

Si en cours d'exécution de travaux, le coût des travaux supplémentaires du fait du Maître d'œuvre, dépasse le seuil de tolérance, des retenues intermédiaires peuvent être appliquées à la diligence du Maître d'ouvrage, sur les décomptes correspondants aux éléments des missions DET et AOR.

Dans l'hypothèse où le coût constaté des travaux dépasserait le seuil de tolérance, la rémunération forfaitaire du Maître d'œuvre correspondant aux éléments de mission DET et AOR sera minorée, dès le 1<sup>er</sup> euro de dépassement au-delà du seuil de tolérance accepté.

Modalités de calcul des retenues et pénalités : elles seront égales au quart du produit du taux des honoraires des missions DET + AOR, appliqué au montant des travaux dépassant le seuil de tolérance. Conformément à l'article R 2432.4 du Code de la commande publique, les pénalités sont plafonnées à 15 % de ladite rémunération du Maître d'œuvre pour les missions DET et AOR.

#### 9.2.3 Communication du contrat de sous-traitance.

A défaut de transmission d'une déclaration de sous-traitance, dans un délai de 15 jours suivant la notification d'une mise en demeure du Maître d'ouvrage, le Maître d'œuvre subit une pénalité égale à 200 € HT par constat du Maître d'ouvrage.

#### 9.2.4 Réunions de chantier et réunions mensuelles

En cas d'absence non justifiée, ou non excusée dans un délai préalable de 48H, à une réunion de chantier, ou à une réunion mensuelle avec le Maître d'ouvrage, le Maître d'œuvre subit une pénalité forfaitaire de **150 € HT par absence** constatée par le Maître d'ouvrage.

En cas de non établissement dans un délai de 48H du compte rendu de réunion de chantier, ou d'absence de

transmission de ce compte-rendu à l'ensemble des destinataires, le Maître d'œuvre subira une pénalité forfaitaire de 50 € HT par constat du Maître d'ouvrage.

#### 9.2.5 Constats contradictoires prévus au CCAG travaux

En cas de non réalisation des constatations contradictoires telles que définies au CCAG travaux, le Maître d'œuvre subit une pénalité forfaitaire de 500 € HT par constat du Maître d'ouvrage.

## **ARTICLE 10 – CONFIDENTIALITE DES RESULTATS ET PROPRIETE INTELLECTUELLE**

### **10.1 Confidentialité**

**Par dérogation aux articles 22, 23 et 24 du CCAG-MOE**, les dispositions suivantes s'appliquent :

Toute information, quel qu'en soit le support, communiquée par l'une des parties à l'autre, à l'occasion du marché, ou à laquelle les parties pourraient avoir accès à l'occasion de ce marché, est soumise à une obligation de confidentialité. Les parties prennent toutes mesures particulières à la protection des documents et des supports de ces informations, quelle qu'en soit la nature ou la forme.

Chacune des parties s'interdit, notamment, toute communication écrite ou verbale ou toute remise de documents à des tiers sans autorisation écrite et préalable de l'autre partie. Les parties adoptent toute mesure propre à faire respecter les stipulations du présent article par leurs préposés et toute personne physique ou morale appelée par l'une ou l'autre à participer à l'exécution du marché, ainsi que par les tiers.

Les obligations résultant du présent article ne s'appliquent pas si le destinataire de l'information apporte la preuve que cette information, au moment de sa communication, est déjà en sa possession ou accessible au public. Elles cessent si le destinataire apporte la preuve que depuis sa communication cette information a été reçue par lui, d'un tiers, licitement et sans faire l'objet d'une obligation de discrétion ou de confidentialité ou est devenue accessible au public autrement que par violation des stipulations du présent article.

Les parties s'engagent à respecter leurs obligations résultant du présent article pendant toute la durée du marché et jusqu'à l'expiration d'un délai de 5 ans à compter de la date de prise d'effet de la dernière des dates ci-après :

- Dernière des réceptions prononcées en vue du marché,
- Résiliation du marché.

Chacune des parties assume la responsabilité de la violation de l'obligation de confidentialité que cette violation soit de son propre fait ou de l'un de leurs préposés ou de toute personne physique ou morale appelée par l'une ou l'autre des parties à participer à l'exécution du marché.

En cas de violation de l'obligation de confidentialité, la Maîtrise d'Ouvrage se réserve le droit, aux dépens du titulaire de résilier le présent marché dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG-MOE.

Ne sont pas considérées comme confidentielles, pour la partie considérée, les informations dont elle est propriétaire, copropriétaire ou sur laquelle elle bénéficie d'un droit d'usage.

### **10.2 Propriété intellectuelle**

**Par dérogation à l'article 24 du CCAG-MOE**, les dispositions suivantes s'appliquent :

De convention expresse entre les parties, la Maîtrise d'Ouvrage est propriétaire des créations réalisées en exécution du présent marché.

La Maîtrise d'Ouvrage détient tous les droits accordés aux auteurs par le Code de la propriété intellectuelle. A ce titre, le titulaire cède, à titre exclusif, à la Maîtrise d'Ouvrage, l'ensemble des droits de propriété intellectuelle sur les créations réalisées dans le cadre du présent contrat.

Les droits cédés comprennent l'application de l'article L. 131-3 du Code de la propriété intellectuelle

- Pour le droit de reproduction : le droit de reproduire, sans limitation de nombre, tout ou partie des créations, sur tout support, connu ou inconnu, actuel ou futur, notamment support papier, optique, numérique, magnétique, ou tout autre

- support informatique ou électronique et de télécommunications ;
- Pour le droit d'adaptation : le droit d'adapter, de faire évoluer, de réaliser de nouvelles versions ou de nouveaux développements des créations de les maintenir, mixer, modifier, assembler, transcrire, arranger, numériser, amputer, condenser, migrer et étendre ;
  - Pour le droit de représentation : le droit de représenter, de diffuser, ou de faire diffuser les créations par tous moyens et/ou supports électroniques, numériques, informatiques, de télécommunications connus ou inconnus à ce jour, et ce auprès du grand public ;
  - Pour le droit de distribution : la mise sur le marché à titre onéreux ou gratuit, y compris pour la location ou la vente des créations, en tout ou partie, par tout procédé et sur tout support connu ou inconnu à ce jour, et ce, pour tout public et sans limitation ;
  - Pour le droit d'usage : le droit de faire usage et d'exploiter à titre personnel ou au bénéfice de tiers, à titre onéreux ou gratuit, aux fins d'effectuer toute forme de traitement, à quelque titre que ce soit ;
  - Pour le droit d'exploitation : le droit de rétrocéder à des tiers, en tout ou partie, sous quelque forme que ce soit, notamment par une cession, une licence ou tout autre type de contrat, tout ou partie des droits cédés, à titre temporaire ou définitif ;
  - Pour le droit de destination : le droit de définir l'usage et le prêt sous toute forme.

Pour l'ensemble des droits susvisés, les vecteurs de communication et supports visés sont notamment la diffusion directe ou indirecte par tout moyen électronique, de télécommunications, satellitaire ou par câble, sous forme télévisuelle par voie hertzienne, terrestre, spatiale, analogique ou numérique, sous toute forme.

La présente cession des droits est réalisée au fur et à mesure de la réalisation des créations dans le présent contrat. Les droits énumérés sont cédés irrévocablement au Maître d'ouvrage pour toute la durée de protection des droits de propriété intellectuelle tels que prévus par le Code de la propriété intellectuelle et pour le monde entier.

Le prix de la présente cession est compris dans le prix défini au présent contrat.  
A la suite de la cession, le Maître d'ouvrage pourra affecter toutes formules de propriété.

Au titre de la présente cession, le titulaire ne détiendra plus aucun droit sur les créations.

### **Cession des droits de propriété intellectuelle dans le cas d'une sous-traitance**

Le titulaire du marché s'engage, en cas de sous-traitance, à obtenir, dans la convention de sous-traitance, la cession ou la concession des droits de propriété intellectuelle sur les résultats réalisés par le sous-traitant, dans des conditions identiques à celles prévues dans le présent marché et lui permettant de rétrocéder ces droits au Maître d'ouvrage à l'issue du marché.

Dans l'hypothèse où le titulaire du marché est un groupement de personnes, le mandataire du groupement s'engage, en cas de recours à la sous-traitance pour pallier la défaillance d'un membre du groupement dans l'exécution de ses prestations au titre du présent marché, à faire son affaire d'obtenir, dans la convention de sous-traitance, la cession ou la concession des droits de propriété intellectuelle sur les résultats réalisés par le sous-traitant, dans des conditions identiques à celles prévues dans le présent marché et lui permettant de rétrocéder ces droits au Maître d'ouvrage à l'issue du marché.

## **ARTICLE 11 – RESILIATION DU MARCHE**

Les dispositions des articles 27 à 34 du CCAG-MOE sont applicables au marché auxquelles s'ajoutent les dispositions ci-après.

### **11.1 Résiliation pour motif d'intérêt général**

Dans l'hypothèse d'une résiliation au titre de l'article 31 du CCAG-MOE, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5 %.

### **11.2 Résiliation du marché aux torts du Maître d'œuvre**

En cas de résiliation pour faute il sera fait application des articles 30, 32.3 et 34 du CCAG-MOE avec les précisions suivantes :

Le Maître d'ouvrage pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 34 du CCAG-MOE. La décision de résiliation le mentionnera

expressément.

Dans ce cas, et **par dérogation à l'article 32.5 du CCAG-MOE**, la notification du décompte de résiliation par le Maître d'ouvrage au titulaire doit être faite au plus tard deux mois après le règlement définitif du nouveau marché passé pour l'achèvement des prestations.

Le Maître d'œuvre n'a droit à aucune indemnisation.

En complément des cas prévus à l'article 30 du CCAG-MOE, le marché pourra aussi être résilié aux torts du titulaire dans les cas suivants :

- Non-respect des obligations résultant du présent marché, constaté par une mise en demeure préalable du Maître d'ouvrage restée infructueuse dans un délai de 15 jours suivant sa notification ;
- Non-respect répété des obligations minima de présence ;
- Inexactitude des renseignements mentionnés aux articles R2143-3 et R2143-4 du Code de la commande publique ;
- Non remise tous les 6 mois suivant la notification du marché, des documents indiqués à l'article D.8222-5 du Code du travail ;
- Non-respect des engagements sur les coûts de travaux en phase étude, conformément aux articles 6.2, 6.3 et 6.4 du présent CCAP.

## **ARTICLE 12 – ASSURANCES DU MOE (ARTICLE 9 DU CCAG-MOE)**

### **12.1 Assurance de responsabilité civile professionnelle**

Le titulaire unique du contrat de maîtrise d'œuvre ou chacun des cotraitants (en cas de groupement) doit justifier au moyen d'une attestation de son assureur portant mention de l'étendue de la garantie au moment de la consultation, puis en cours d'exécution des prestations si le contrat dure plus d'une année, qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité civile contractée auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable, garantissant l'intégralité des conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber à quelque titre que ce soit, y compris du fait de leurs sous-traitants respectifs, à raison des dommages corporels, matériels et/ou immatériels consécutifs ou non causés aux tiers, y compris la maîtrise d'ouvrage du fait ou à l'occasion de la réalisation des prestations objets du présent contrat de maîtrise d'œuvre.

Le contrat devra comporter des montants de garanties suffisants quant au risque et à son environnement. Cette garantie sera maintenue en vigueur pendant toute la durée des travaux et le titulaire unique du contrat de maîtrise d'œuvre ou chacun des cotraitants devra en justifier à chaque échéance annuelle ainsi que du paiement de la prime.

### **12.2 Assurance de responsabilité décennale**

Les travaux portant sur des ouvrages de construction soumis à l'obligation d'assurance, le Maître d'œuvre (ou chacun des membres du groupement) doit justifier au moyen d'une attestation de son assureur, l'assurance couvrant la responsabilité décennale résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-6 et suivants et 2270 du Code civil.

Cette assurance devra être en cours de validité à la date d'ouverture du chantier quelle que soit la date d'intervention du Maître d'œuvre.

Le Maître d'œuvre et les membres du groupement éventuel font leur affaire de la collecte des attestations d'assurance de leurs sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du Maître d'ouvrage.

Les maîtres d'œuvre seront tenus également de s'assurer pour la garantie de bon fonctionnement édictée par l'article 1792-3 du Code civil ainsi que pour la garantie des dommages immatériels.

Cette attestation devra obligatoirement indiquer l'étendue des garanties apportées par sinistre sans pouvoir toutefois être inférieure à 1 500 000 €

## **ARTICLE 13 - CESSIION OU NANTISSEMENT DE CREANCE**

Le titulaire peut céder ou nantir tout ou partie du présent marché à des établissements de crédit dans les conditions prévues aux articles R 2191-45 à R 2191-62 du Code de la commande publique. Le titulaire sera tenu d'en avertir le Maître



d'ouvrage.

Pour que cette opération de cession ou de nantissement soit opposable, le titulaire doit, après avoir reçu le certificat de cessibilité signé par le Maître d'ouvrage, transmettre ledit document original au bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances. Ce dernier doit ensuite transmettre ce certificat de cessibilité au Maître d'ouvrage afin que les créances objets de ladite cession ou dudit nantissement lui soient payées directement par le Maître d'ouvrage.

## ARTICLE 14 – LITIGES

En application de l'article 35.4 du CCAG-MOE, en cas de différend persistant après le processus de réclamation, le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre privilégient, préalablement à la saisine du tribunal administratif compétent, le recours à un comité consultatif de règlement à l'amiable, à la conciliation, à la médiation, notamment auprès du médiateur des entreprises, dans les conditions prévues par le Code de la commande publique.

Le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre peuvent recourir à la transaction afin de régler à l'amiable leur litige, conformément à l'article L. 2197-5 du Code civil.

Les litiges qui pourraient naître entre les parties à l'occasion du présent marché, et qui n'auraient pas pu être réglés selon les modalités définies à l'article 35 du CCAG-MOE, seront portés devant le Tribunal Administratif de GRENOBLE.

## ARTICLE 15 – DEROGATIONS AU CCAG-MOE ET CCAG TRAVAUX

Le CCAP-MOE déroge au CCAG-MOE et CCAG travaux selon les articles suivants :

CCAP-MOE	CCAG-MOE	CCAG TRAVAUX
1.1 et 8.1	15.1.1	
1.2.2	3.4.1 et 3.4.3	
1.4	3.8.2	
3	4.1	
6.2	30.1	
7.3	11.2 et 11.5	
8.2	15.1.1 et 15.1.4	41
8.4	21.1 et 21.4	
8.7	15.3.2 et 15.3.5	
9	16.1.2, 16.2.1 et 16.2.4	
9.1	16.2.3	
10.1	22, 23 et 24	
10.2	24	
11.2	32.5	

Annexes :

- Annexe 1 : Développement des missions
- Annexe 2 : Mentions informations RGPD